



SNETAA
SNETAA-CPE
DIRECTION
SNATOS
SNEPAG
SNETAA-IPE
SNPFCDN
SNETAA-MI-SE
SNO
SNETAA-INJSA

Paris, le 15 septembre 2008

Communiqué de presse

EDVIGE : AVIS DE TEMPETE SUR NOS LIBERTES !

A une telle période de l'année, EDVIGE aurait pu être l'appellation d'un de ces nombreux cyclones qui traversent nos régions du monde. Mais il n'en est rien, il s'agit plutôt d'un véritable ouragan portant atteinte aux principes fondamentaux de nos droits et libertés.

Créé en catimini au début de l'été, le fichier EDVIGE - Exploitation documentaire et valorisation de l'information générale – est d'abord né du démantèlement des services de l'Etat par la fusion des Renseignements Généraux et de Direction de la Surveillance du Territoire. Il s'inscrit également dans un contexte mondial où les fichiers sur les données personnelles se multiplient, en particulier dans les pays anglo-saxons. Nous ne pouvons que dénoncer ces nouvelles logiques qui ont déjà montré leur limite par le manque de transparence, de multiples erreurs et atteintes à la vie privée.

La principale innovation de ce fichier est qu'il élargit, à partir d'une base beaucoup trop floue, le champ d'investigation, en permettant à l'Etat de garder en mémoire des citoyens « *susceptibles de troubler l'ordre public* ». Ainsi outre le fait que l'âge requis pour pouvoir figurer dans le fichier passe de 18 ans à 13 ans, celui-ci comportera des données strictement personnelles comme la santé et la vie sexuelle des individus fichés au titre de « *délinquants hypothétiques et de militants syndicaux, politiques, associatifs et religieux* ». Une telle mesure ne nous rappelle-t-elle pas les périodes les plus sombres de notre Histoire avec son cortège d'injustices et d'atteintes aux droits de l'homme ?

Si une des principales missions de l'Etat est de garantir la sécurité de tous citoyens, la défense de l'ordre public ne saurait autoriser une telle menace sur les libertés individuelles. Passer d'une société dans laquelle chacun est présumé innocent à un projet de société où la culpabilité de tous est supposée, est une dérive dangereuse pour l'état de droit !

La Fédération E.I.L. condamne fermement ce nouveau fichier policier et exige immédiatement son retrait !

Mobilisez-vous contre EDVIGE !

Contacts : Christian LAGE – Vincent REIG

Syndicats EIL Fédérés Unitaires
74 rue de la Fédération 75 739 Paris Cedex 15 tél. : 01 53 58 00 39 - Fax : 01 45 67 05 53
e-mail : fed.eil@wanadoo.fr site : www.fed-eil.com